



La vaporisation de la valeur

PAUL SORIANO

Comme le savoir et la langue elle-même, la finance épouse apparemment la fluidité communicationnelle. La nouvelle monnaie électronique poussant à son comble la dématérialisation de l'argent, « la société de l'accès » informatique, universel et instantané, nous fait en réalité entrer dans l'au-delà du liquide : le gazeux. Jusqu'où peut aller cette victoire du flux immatériel sur les anciennes valeurs de stock ?

« Entrez dans la Bourse de Londres, cette place plus respectable que bien des cours ; vous y voyez rassemblés les députés de toutes les nations pour l'utilité des hommes. Là, le juif, le mahométan et le chrétien traitent l'un avec l'autre comme s'ils étaient de la même religion, et ne donnent le nom d'infidèles qu'à ceux qui font banqueroute... ». (Voltaire).

La finance rencontre la médiologie sur la question de l'équilibre entre les stocks et les flux (transmission/communication) qui caractérise une « médiasphère ». Elle est en effet l'un des trois agents qui contribuent à la circulation accélérée des biens et des personnes dans un espace économique unifié. Les deux autres agents, l'informatique et la logistique, servent la globalisation extensive, à l'échelle planétaire. Mais en opérant de surcroît la *transformation* des biens en « actifs », représentés par des « titres », susceptibles

d'être numérisés, la finance rend la globalisation *intensive*. En d'autres termes, elle a entrepris une triple conquête, géographique (globalisation extensive des marchés financiers), chronologique (transport de la valeur dans le temps) et axiologique (diversification des valeurs estimées par les marchés via les actifs qui les représentent).

Parallèlement, l'émergence d'une « économie de la connaissance » suggère que le savoir n'échapperait pas à la transformation que la finance opère sur les biens afin de les mobiliser. D'autant qu'à y bien regarder, la connaissance, comme le langage du reste, entretient avec la monnaie, instrument de mesure, d'échange et d'accumulation de la valeur, de surprenantes parentés.

UN BIEN SANS QUALITÉS

Dans sa *Philosophie de l'argent* (1900), Georg Simmel qualifie l'argent de « bien sans qualité », sans autre qualité que sa quantité. Tout autre bien que l'argent a une valeur d'usage qui le rend relatif à un besoin, ici et maintenant, à des préférences subjectives, etc. L'argent, lui, est d'autant plus *puissant* qu'il n'est rien de particulier, toujours « en puissance de ». Si l'argent est une idole, son cas relève sûrement de la théologie négative.

La monnaie ¹ détenue par un agent économique est comme un droit de propriété sur une partie de la production nationale, généralement obtenu par une contribution en travail ou autre à cette production. Nous exerçons ce droit chaque fois que nous réglons nos dépenses de consommation.

Les manuels spécialisés situent l'apparition des pièces métalliques en Lydie vers le VII^e ou le VI^e siècle avant Jésus-Christ. Mais la monnaie n'est sans

doute pas une invention assignable ; elle est plutôt le produit de l'expérience, des usages et de la sélection sociale. Certes, le Prince s'y intéresse très tôt et de près, mais sa capture monopolistique par l'appareil d'État ne date somme toute que du XIX^e siècle.

Si la monnaie instrument de mesure n'est qu'un nombre pur, on peut alors se contenter d'inscrire ce nombre sur un morceau de papier (un billet de banque) ou dans un livre de compte. C'est la voie ouverte à la dématérialisation : la monnaie devient de plus en plus abstraite, simple signe rejoignant ainsi son essence de bien sans qualité. Elle peut alors circuler. Mais dès lors que ce nombre mesure un droit sur la production sociale, il faut une belle confiance pour se contenter de cette simple inscription. D'où la nécessité de soutenir la confiance, soit en gageant la monnaie par une « valeur sûre », telle que l'or, soit en la faisant garantir par des dispositifs institutionnels.

L'AVARE, LE PRODIGUE

L'avarice et son contraire, la prodigalité, sont des comportements intéressants quant au « vécu » de l'argent. L'avare est le thésaurisateur par excellence. Ayant accumulé de la monnaie, avec une préférence pour l'or, il se garde bien de dépenser, car cela revient à échanger une valeur absolue à ses yeux contre une valeur seulement relative. Comportement rationnel en un sens puisque l'argent est l'équivalent en puissance de toute valeur économique. La propension à l'avarice croît avec l'âge : l'extinction progressive du désir ne peut que renforcer la détermination à refuser ce qui, pour l'intéressé, est un marché de dupes. Rien ne vaut l'argent qui vaut tout. Le prodigue comme l'avare a une conscience aiguë de la puissance de l'argent. Mais lui jouit de l'exercer au

moment précis où elle s'actualise, dans l'échange précisément. Si l'avare renforce indéfiniment une armée qui jamais ne combattra, le prodigue la disperse dans toutes les batailles.

Avec la monnaie électronique, la dématérialisation est radicale. Il en existe de deux sortes. La première (porte-monnaie électronique, cartes bancaires...) s'inscrit dans le système bancaire qui en garde le contrôle. La seconde, que l'on peut nommer *e-monnaie*, y échappe. Stockée dans les disques durs des ordinateurs personnels ou des serveurs et sécurisée par le cryptage, elle pourrait être émise par des opérateurs de réseaux pour servir de moyen de paiement universel dans les transactions en ligne. Immatérielle, éventuellement anonyme mais néanmoins traçable, circulant entre les agents par la voie du réseau mondial, la e-monnaie serait globale, alors qu'il n'existe pas de monnaie de banque globale. Les dépôts de e-monnaie pourraient même être automatiquement rémunérés, grâce à des logiciels *ad hoc*.

Car la monnaie est aussi un instrument de réserve. Conservée, elle est comme un droit en attente d'être exercé ; simplement thésaurisée, elle est gelée, sans autre avantage que sa liquidité ; épargnée, elle est rémunérée en contrepartie de la renonciation à la jouissance immédiate et du risque encouru. Certains auteurs assimilent cette rémunération au « prix du temps » : un *tiens* vaut plus que *demain-tu-l'auras*. C'est ce qui a conduit l'Église à condamner le prêt à intérêt considérant que le temps n'appartient qu'à Dieu. Depuis, le temps a été rendu aux hommes : le taux d'actualisation permet de lui régler son compte.

Chaque fois que la monnaie est réservée, le droit sur la production

actuelle disparaît car il ne sera exercé que sur une production ultérieure, lorsque l'épargnant redeviendra consommateur (ou investisseur). Mais cette production n'étant pas encore réalisée, ce droit est purement virtuel, « spéculation » sur des richesses à venir. On quitte alors la sphère monétaire proprement dite pour entrer dans la sphère financière.

LA TRANSMUTATION DE TOUTES LES VALEURS : LE COMMERCE DES REPRÉSENTATIONS

Non seulement la finance assure le transport de la valeur dans le temps, mais elle en élargit le champ par la diversification progressive des biens qu'elle représente. Elle étend la sphère du commerce, des biens de consommation aux « actifs » qui sont des biens dont la destination n'est pas d'être consommés, donc détruits, mais de durer : immeubles, entreprises, tableaux de maître et autres immobilisations. L'innovation financière conduit même à gérer ce qui la hante : le risque, car le transport de la valeur dans le temps s'opère aux risques et périls du détenteur de créances : c'est un « commerce des promesses ² ».

Les instruments financiers les plus courants empruntent presque toutes leurs qualités à la monnaie. Ils sont liquides quand on peut les échanger librement sur un marché. Ils sont fongibles, divisibles : un actif immobilisé est représenté par un très grand nombre de titres d'une valeur unitaire accessible à tout agent économique ; ils sont universels, au moins à l'échelle nationale, puis à l'échelle mondiale quand les marchés s'internationalisent.

De tous les rôles assumés par les agents économiques, celui de spéculateur est sans doute le moins valorisant. Pourtant, la spéculation n'est pas le fait des seuls spéculateurs avoués. Dès que l'on participe à une économie monétarisée

et financiarisée, on est contraint de spéculer sur la valeur future de ses propres actifs.

Les marchés estiment ainsi toutes sortes de valeurs, bien au-delà de ce que l'on appelait naguère des valeurs « économiques ». L'éthique par exemple, intervient désormais dans l'évaluation des entreprises et autres investissements dits « socialement responsables ». Et de même pour le talent, le génie, l'originalité, la compétence, etc.

DIAGNOSTIQUER L'ÉTAT MORAL DU PAYS

Si le général de Gaulle refusait que la politique de la France se fit à la « corbeille », Pierre-Joseph Proudhon avait anticipé, cent ans auparavant, la financiarisation :

« Si l'on considère les puissants intérêts qui s'agitent dans cette assemblée, de l'État et des communes, banques et institutions de crédit, canaux et chemins de fer, navigation fluviale et maritime, assurances, mines, forges, filatures, raffineries, usines, biens meubles et immeubles, on peut dire que l'élite de la nation, le pays légal comme on l'appelait sous le dernier roi, se trouve à la Bourse. Les principes qui régissent la société, son esprit, sa conscience, ses idées sur le juste et l'injuste, viennent se résumer dans ce sommaire. La Bourse est le pouls que doit palper le pathologiste afin de diagnostiquer l'état moral du pays. Là tout ce qui peut être l'objet d'une appréciation est représenté. Richesse matérielle et richesse immatérielle, comme disait Say ; le génie des savants et l'habileté des industriels ; la probité du citoyen et l'honnêteté du gouvernement ; le patriotisme et le droit des gens ; la vertu et les intérêts. »*

Proudhon, *Manuel du spéculateur en Bourse*, Garnier, 1857.

*On notera que Proudhon anticipe aussi sur l'institution du moral des ménages et des entrepreneurs au rang d'indicateur de la conjoncture économique.

S'agissant des entreprises cotées, les marchés estiment en permanence leur valeur réelle et, surtout, virtuelle. Car les « fondamentaux » d'une entreprise ne se limitent pas aux actifs matériels inscrits à son bilan, mais incluent des actifs immatériels : la marque et sa notoriété, les savoirs et savoir-faire détenus, de plus en plus prisés dans l'économie dite de la connaissance. Mais la valorisation se nourrit surtout de spéculations sur l'évolution du chiffre d'affaires et des profits à plus ou moins long terme, synthétisés par le rendement sur fonds propres. Les actionnaires sont très sensibles à ce ratio, étant les apporteurs de ces capitaux. C'est notamment le point de vue des fonds de pension exigeant le fameux « 15% minimum », conformément aux attentes de leurs clients, futurs retraités.

Quand les fondamentaux deviennent insaisissables et à défaut de valeur « objective », on se contentera de la convergence des subjectivités telle que l'exprime précisément le cours de bourse. Dans ces conditions, une entreprise vaut toujours, effectivement, ce que décide maintenant le marché. Les bulles financières n'existent pas : l'action d'une start-up Internet cotée vingt cinq dollars en janvier 2000 *vaut* 2,5 dollars en mars. Après-demain elle ne vaudra peut-être plus que 2,5 cents ou deux cent cinquante dollars. Tout ce qui est réel est rationnel et vice versa : Marx, qui voulait remettre la philosophie de Hegel sur ses pieds, ne s'était pas avisé que son maître savait marcher sur la tête.

Et c'est ainsi que la valeur d'une entreprise « profitable, innovante et citoyenne » sera estimée, à tous égards et d'un seul mouvement, par la cote. La Bourse est donc, à sa manière, une *entreprise médiologique* en ce sens qu'elle produit, maintient et diffuse un « savoir³ », de plus en plus décisif.

VRAIES ET FAUSSES MONNAIES

En tant qu'instrument d'échange et de réserve, la monnaie-signe doit inspirer confiance. Dans un domaine où l'on ne fait pas de sentiment, ce sentiment-là est pourtant l'ingrédient magique qui transforme ce qui ne vaut rien par soi-même en ce qui vaut pour tout : monnaie proprement *fiduciaire*. Sur quoi se fonde cette confiance accordée au jour le jour à ces signes qui sont de plus en plus couramment les seuls témoignages de notre propriété sur des biens actuels et futurs, des biens qui ne seront produits que dans vingt ou trente ans par nos enfants ou, à défaut, par ceux de ménages chinois ou africains ? Le *consensus social* est le fondement immatériel de la confiance. Le référent ou les institutions qui s'efforcent de le maintenir en sont le paramètre variable.

Pour ce qui est de la monnaie, on a donc longtemps estimé que seule la convertibilité de la monnaie fiduciaire en or ou en argent pouvait rassurer les agents économiques. L'or : « *Une chose qui ne vieillit pas, qui ne pourrit ni ne se gâte, qui ne change pas de couleur, qui ne change pas de poids, une chose fixe, quoi, quand toutes les autres ne sont pas fixes ; une chose pas seulement d'aujourd'hui, ni d'hier ou de demain, mais de toujours, vieille comme le monde et qui durera autant que le monde...* » (Charles Ferdinand Ramuz, *Farinet ou la Fausse monnaie*, 1932).

MEILLEUR QUE CELUI DU GOUVERNEMENT ?

Le roman de Ramuz illustre une situation où le consensus échappe aux institutions, lorsque la « fausse » monnaie de Farinet finit par inspirer plus de confiance au peuple que la vraie, celle de l'État (helvétique, pourtant !).

« – Oui, a continué Fontana, parce que je dis, moi, que son or est meilleur que celui du gouvernement. Et je dis qu'il a le droit de faire de la fausse monnaie, si elle est plus vraie que la vraie. Est-ce que, ce qui fait la valeur des pièces, c'est les images qui sont dessus, ou quoi ? ces demoiselles, ces femmes nues ou pas nues, les couronnes, les écussons ? Ou bien les inscriptions peut-être ? Ou bien leurs chiffres, disait-il, les chiffres qu'y met le gouvernement ? Les inscriptions, on s'en fout, pas vrai ? et les chiffres aussi, on s'en fout. Ça ne serait pas la première fois que le gouvernement vous tromperait sur la valeur et sur le poids, tout aussi bien qu'un particulier. Demandez seulement à ceux qui s'y connaissent. Le gouvernement vous dit : "Cette pièce valait tant ; eh bien, maintenant, elle vaudra tant..." Ça s'est vu, ça peut se revoir. C'est moins honnête que Farinet, les gouvernements, parce qu'à lui, ce qu'on lui paie, c'est en quoi ses pièces sont faites et, à eux, c'est ce qui est dessus... »

C'est en 1971 seulement que le dollar a cessé d'être convertible en cette « chose » et les Banques centrales continuent à en détenir, d'autant que le cours de l'or sur les marchés libres a pu dépasser vingt fois son cours monétaire dans le régime de Bretton Woods institué en 1945 (« 35 dollars l'once »). Mais il existe bien d'autres dispositifs de garantie, qui combinent le sentiment et la raison : le charisme du monarque à l'échelle du royaume ou de l'Empire ; la légitimité républicaine à l'échelle nationale ; la Banque centrale indépendante, à l'échelle d'une partie de l'Union européenne avec la création de l'euro et du « système européen de banque centrale ». Et demain, le *désintéressement* parfait des ordinateurs ?

Avec l'irruption de la monnaie électronique ou e-monnaie comme monnaie privée, notre réalité pourrait bien dépasser la fiction de Ramuz. Mais comment un bien public pourrait-il être « privé » ? Par la vertu du marché, et

du fait de son acceptation générale par les agents économiques, répondent les économistes les plus résolument libéraux. En réalité, ce que la monnaie privée remet en cause, ce n'est pas tant son caractère de bien public que l'appareil institutionnel monopolistique constitué par la Banque centrale, les banques et les réglementations publiques qui les encadrent. Sans elles, ce sont les acteurs du marché qui sélectionneraient la « bonne monnaie », comme dans *Farinet* ou comme dans la réalité, quand les habitants d'un pays sélectionnent une monnaie étrangère de préférence à leur monnaie nationale.

ASSURANCE TOUS RISQUES

Depuis longtemps déjà, les banques ont entrepris de *rendre liquides* certains actifs figurant à leur bilan et représentant des crédits accordés à leur clients : cela grâce à la « titrisation » qui consiste à transformer une créance immobilisée en titres négociables sur un marché. Avec les « dérivés de crédits », ces mêmes actifs connaissent désormais des transformations moléculaires : on commence par les décomposer pour en extraire le risque et on opère ensuite une synthèse qui produit de nouveaux instruments « dérivés » des crédits sous-jacents. Ces instruments sont ensuite échangés entre « vendeurs de risque » (en général des banques), et « acheteurs de risque » (en général des compagnies d'assurance ou des investisseurs institutionnels).

ÉTAT GAZEUX

L'art à l'état gazeux : c'est ainsi qu'Yves Michaud* désigne l'esthétisation de l'existence, dans un « monde cosmétique », quand l'art se répand partout « jusque dans les objets les plus quotidiens et les plus triviaux » ou tout est

supposé être beau... tandis que le monde de l'art, lui, se détourne des œuvres pour proposer des démarches, des installations, des performances. L'analogie avec la financiarisation de l'existence est évidente. Avec la financiarisation (/ esthétisation) de l'existence, disparaissent les biens (/ les œuvres) : plus de biens porteurs d'une valeur (/ d'objets entourés d'une aura), mais de la valeur qui ne se rattache à rien ou quasiment rien. On peut même considérer que la vaporisation de la valeur est le cas général sous lequel tomberait le cas particulier de l'esthétisation.

Ces opérations reviennent à socialiser le risque. En effet, les acheteurs de risques étant généralement cotés en Bourse, ce sont leurs actionnaires qui se trouvent, en dernière analyse, porteurs du risque, via les titres qu'ils détiennent. Ce genre d'alchimie anti-risque n'est pourtant pas sans danger, comme l'explique de manière imagée un sorcier mathématicien de la gestion de risque : « *Enfin, il est assez parlant de considérer les produits dérivés comme des atomes. Si vous les scindez d'une certaine manière, vous obtenez de la chaleur et de l'énergie – chose utile. Scindez-les d'une autre manière, et vous obtenez une bombe...* »⁹ Mais quelle que soit la technicité de ces nouveaux instruments financiers, leur logique est triviale. On peut l'exprimer par cette simple égalité : $1\ 000\ 000\ 000 = 1\ 000\ 000 \times 1000 = 1\ 000\ 000\ 000 \times 1$.

Une même perte de un milliard d'euros sur un actif n'a pas les mêmes effets si elle affecte le seul propriétaire de cet actif ou si elle affecte un million de détenteurs à hauteur de mille euros ou, a fortiori, un milliard de détenteurs à hauteur d'un euro.

Le principe bien connu de l'assurance permet de répartir une telle perte entre un grand nombre d'assurés. Mais il est limité au cas où les sinistres sont

statistiquement peu fréquents. Il n'est pas possible d'assurer de la même façon, par exemple, la perte de valeur d'un actif immobilier provoqué par l'implosion d'une bulle immobilière mondiale, car ce sont alors *tous* les détenteurs d'actif qui sont perdants. Mais avec l'interconnexion des marchés de tous les actifs, une telle « assurance » devient théoriquement possible. Au lieu de transférer le risque au seul groupe des assurés on dira qu'on l'a transféré au marché. En cas d'éclatement d'une bulle immobilière, ce sont tous les détenteurs directs ou indirects de « valeurs immobilières » qui seraient affectés... à l'exception de ceux qui auraient précisément spéculé à la baisse.

Faut-il craindre alors un effondrement généralisé de la valeur de tous les actifs ? Non, puisque la valorisation d'un actif est toujours relative à un autre. Dire qu'un actif immobilier a perdu 20% de sa valeur revient à dire que l'actif euro a « gagné » 20% par rapport à l'actif immobilier.

La socialisation intégrale du risque passe par une généralisation – un démocratisation ? – des instruments financiers de gestion du risque actuellement réservés aux institutions financières et à quelques grands agents économiques. Ce système est précisément celui que dessine Robert Shiller dans l'ouvrage (*The New Financial Order*) déjà évoqué.

COMPREHENSIVE RISK INFORMATION DATABASE

The Brave New Financial Order ou comment démocratiser la finance et généraliser les avantages dont jouissent les clients de Wall Street aux clients de Wal-Mart...

Shiller traite du risque dans la perspective d'une globalisation tellement intensive qu'elle s'empare de la totalité de l'existence. Pour ce qui est des individus, on étendrait la gestion du risque aux actifs généralisés que sont, outre le logement, les revenus attachés à une profession, sans oublier le patrimoine génétique qui, après tout, est bien notre propriété la plus propre. Toutes ces informations sensibles seraient enregistrées et tenues à jour dans des bases de données personnelles (« *comprehensive risk information database* ») dûment protégées contre les intrusions. Les nations protégeraient leur PIB, face au risque de déclin industriel, par exemple. De même pour les revenus des ménages, contre les risques pesant sur les retraites. La notion *d'assurance-vie* prend ainsi tout son sens : au-delà même de la « fin de l'histoire », l'abolition du temps, par la réduction drastique de l'incertitude ? Conscient du caractère potentiellement totalitaire de l'entreprise, Shiller recommande une... préparation psychologique (« *psychological framing* ») pour la faire accepter.

Le risque ou l'incertitude seraient-ils ainsi abolis ? Certes non. On aurait simplement « lissé » les effets du risque individuel en le répartissant entre tous les assurés tous risques du monde. Au mieux on aura réduit le risque *subi*, sans empêcher les spéculateurs incorrigibles de continuer à s'exposer délibérément pour tenter de gagner gros ou se faire plaisir. Leur terrain de jeu serait même élargi avec la multiplication des « indices » contre lesquels ils pourraient jouer.

Il reste que l'on aurait ainsi établi une espèce de solidarité planétaire. Alors que le socialisme archaïque¹⁰ avait entrepris d'arracher leurs actifs aux capitalistes pour les concentrer en propriété collective et les mettre à la disposition de tous, avec le succès que l'on connaît, on voit que le néo-socialisme capitaliste procède tout autrement : il transforme l'ensemble des biens en actifs

et les disperse de telle sorte que chacun devienne propriétaire. Une nouvelle ligne se dessine dans la matrice des médiasphères sur le critère de la protection sociale (tableau ci-après).

À noter que cette socialisation intégrale disperserait aussi les dispositifs de surveillance sociale, chacun observant les comportements des autres avec les yeux d'un... assureur.

MESURER, CIRCULER, ACCUMULER

L'échange qui nourrit la circulation n'est que l'une des trois fonctions de la monnaie. Qu'advient-il aux deux autres, la mesure et la réserve, quand l'échange devient prédominant ? La matrice des médiasphères nous offre un cadre de description des avatars de la valeur.

	Logosphère	Graphosphère	Vidéosphère	Hypersphère
Monnaie, finance	Or (symbolique et matériel)	Billet de banque (fiduciaire)	Chèque (scripturaire)	e-monnaie (numérique, digitale)
Garantie de la monnaie	Le Prince (transcendance)	L'État (souveraineté)	Banque centrale (séparation)	Logiciel (technique)
Richesse	Terre	Capital (solide)	Actifs (liquides)	Dérivés de crédits (gazeux)
Économie	Agriculture	Industrie	Services	e-services (perfusion)
Séjour de la valeur	Domaine	Manufacture	Banque	Réseau
Protection sociale	Communauté	État-providence	Assurances	Société via les marchés (socialisation intégrale)

Avec l'étalon-or, la garantie est transcendante, extérieure au système des échanges. Le Prince s'exhibe sur le côté face dont le côté pile affiche le nombre. Plus désinvolte, l'État souverain se dispense de convertir en or sa monnaie de

papier dont il décrète le *cours forcé*. La séparation de la Banque centrale rendue indépendante en dit long sur la confiance qu'inspirent désormais, à cet égard, les gouvernants.

Quand la monnaie en usage est la pièce d'or, elle est à la fois le garant (l'or), le circulant, (la pièce) et l'accumulant (la pièce d'or). Dans l'hypersphère, la plupart des créances/dettes s'échangent sous forme de bits d'information. La garantie de bonne fin de ces transactions repose sur *l'intégrité* des logiciels qui gèrent les flux et calculent la position des opérateurs. Intégrité et confidentialité¹¹ doivent évidemment être prises dans une acception technique (zéro défaut) et non plus morale (zéro faute).

Avec la financiarisation, les patrimoines restent liquides, en quête de meilleurs opportunités, sinon pour l'épargnant primaire, du moins pour les fonds auxquels il confie son argent.

Au triptyque monétaire, mesurer-échanger-accumuler, on peut associer deux axes, l'axe horizontal, (spatial, extensif) des transactions et l'axe vertical (temporel, intensif) de garantie et de réserve de la valeur et donc deux types de flux, celui de l'échange et celui de l'accumulation. Celle-ci, plus encore que l'échange où la monnaie ne fait que passer, requiert la confiance dans l'unité de mesure. A l'évidence on retrouve ici la distinction canonique du médiologue, entre la communication (horizontale ou dans l'espace) et la transmission (verticale, ou dans le temps).

Cette coïncidence en appelle d'autres.

LA VALEUR, LE SENS ET L'IDENTITÉ

On peut en effet reconnaître à la fois le triptyque et le couple d'axes orthogonaux dans d'autres ordres que celui de la finance, ceux du langage, du savoir et même de la relation sociale. Et partout, on observe aussi la même tendance à privilégier la circulation ¹².

Une nouvelle matrice se dessine, que nous commenterons ici brièvement.

	Finance	Langage	Savoir	Humain
Etalon, garantie	de la valeur	du sens	de la validité	de l'identité
Flux horizontal	Échange marchand	Communication	Information	Relation
Flux vertical	Accumulation	Métaphore, poésie (épaisseur des mots)		Génération (filiation)
Stock	Patrimoine (capital)	Langue	Science(s)	Cultures (groupes)
Production	Économie réelle, travail	Parole	Élaboration des savoirs	Procréation, éducation

Dans l'ordre du langage, la garantie visée sur l'axe vertical est celle du sens. Le flux horizontal est celui de la *communication*, de la circulation des signifiants et le vertical celui de la métaphore, des correspondances de sens, de la poésie. Le « stock », c'est la *langue* et la « production » la *parole* ¹³. Dans la finance, l'axe horizontal de la circulation est privilégié par rapport à l'axe vertical qui indexe les prix sur les biens par la médiation de la valeur. De même, pour les théories linguistiques modernes, l'axe horizontal de la circulation des signifiants est privilégié par rapport à l'axe vertical qui indexe les choses

aux signifiant par la médiation du sens. En d'autres termes, la linguistique revendique, à défaut de l'établir, l'autonomie des signifiants. En conséquence, ces derniers peuvent indéfiniment circuler, dans une « *différance* » qui retarde sans cesse l'épreuve de vérité, la confrontation avec le référent intelligible et le réel sensible. Exactement comme la circulation des valeurs (titres) diffère indéfiniment la confrontation avec la « valeur réelle » - du moins jusqu'à ce que l'implosion d'une bulle financière conduise à l'arrêt des comptes et au règlement des dettes.

Le traitement des bulles et dettes langagières est différent. Jadis garanti par Dieu (le Verbe) et naguère par le philosophe (logos), le signifiant devenu « inconvertible » comme de la monnaie après la disparition de l'étalon-or, libéré de l'emprise du transcendant, désenglué du réel, se vaporise dans la logorrhée savante de la philosophie déconstruite ou le bavardage populaire des talk show. Moins futile, la publicité établit, côté sens, un pont entre les deux ordres en injectant la doxa (des consommateurs) dans le logos (du capitalisme)¹⁴. Côté valeur, on s'en souvient, la Bourse organise la convergence des subjectivités, le dévoilement de la cote dans le retrait des fondamentaux d'une lointaine économie réelle.

NI MATIÈRE, NI FORME

Parmi les productions intellectuelles l'œuvre d'art (plastique) occupe une intéressante position. Elle est à la fois un bien marchand, comme tel docile à la transformation des biens en capital, et un bien symbolique. Jouissance symbolique et appropriation marchande de l'œuvre sont parfaitement disjointes : on peut « consommer » symboliquement l'œuvre dès lors qu'elle est présentée au public,

on peut l'enfermer dans un coffre à l'abri de tout regard dès lors qu'on en est propriétaire. On peut aussi « titriser » cet actif pour en diffuser la copropriété, mettre l'artiste sur le marché pour en évaluer la *cote*, ou encore tirer des revenus d'une exposition publique de l'œuvre. On a vu que, dans ses avatars les plus contemporains, l'art, à son tour, s'affranchit des pesanteurs de la matière comme des contraintes de la forme, de plus en plus fluide, vaporeux.

Tout comme la monnaie ou le langage, le savoir se réfère aux trois fonctions de mesure, d'échange et de réserve. La garantie visée se nomme validité. Le flux horizontal est celui de l'information circulante, le flux vertical celui de la transmission dans la durée. L'« économie de la connaissance » semble entraîner le savoir à son tour dans le mouvement qui valorise les flux aux dépens des stocks, la transaction aux dépens de la transmission. Avec le *Just in Time Open Learning* il s'agit d'acquérir juste à temps, sur le réseau (*open*), le savoir requis par les tâches du moment, quitte à s'en défaire aussitôt les tâches accomplies. Malheureusement (?) la production et la consommation ¹⁵ du savoir, du reste difficiles à distinguer, mettent en œuvre des processus métaboliques qui prennent tout leur temps. Et c'est seulement quand ce capital est constitué, dans la lente accumulation des savoirs inactuels, qu'il devient possible d'acquérir d'autres connaissances « juste à temps ». Le savoir, comme l'argent, préfère les nantis.

S'agissant du lien social enfin, l'axe vertical est celui de la génération (Père, père, fils) qui garantit l'identité tandis que l'axe horizontal est celui des transactions sociales dont la plus caractéristique est justement l'échange marchand. La « mort du père » signerait la dévalorisation des relations verticales au profit des relations horizontales. Il suffit de comparer le théâtre ou

l'histoire d'une part, la téléralité de l'autre, pour saisir la différence. Un autre trait commun, étroitement corrélé avec la prédominance des échanges, est le refoulement de la production, son *externalisation*. Les entreprises externalisent leur production dans les pays à bas salaire en vue de réduire leurs coûts mais aussi leurs immobilisations, en quête de flexibilité. Les individus trouvent sur les marchés, prêt à consommer, les produits et services qu'ils sont ainsi dispensés de produire eux-mêmes. Leur patrimoine tend à être externalisé vers les marchés, aux dépens de ce qu'il y a de « propre » dans la propriété. L'externalisation du savoir a certes commencé avec l'usage des supports écrits, tel le livre : mais celui-ci est utilisé par le lecteur pour produire son propre savoir. La numérisation de tous les savoirs rendus accessibles « d'un simple clic » radicalise l'externalisation.

L'ÂGE DE L'ACCÈS

On peut bien « accéder » en ligne à tous les livres du monde, rien ne permet de s'approprier leur contenu autrement qu'en y consacrant le temps nécessaire. A moins, objectera-t-on, que la technique ne permette un jour de transférer directement le contenu numérique d'un « livre », lui-même produit par une machine hypertextuelle, dans le cerveau-machine de l'homme neuronal ? Mais on perçoit mal l'intérêt de cette invention dès lors qu'un simple ordinateur peut, dès à présent, lire et écrire des livres de cette façon, avec des performances très supérieures à celle du cerveau humain. Il est donc douteux que le capital-risque investisse dans une telle entreprise.

L'irruption des industries culturelles (échange et consommation) dans la sphère de la production et de la consommation métabolique des cultures est un

autre aspect du même processus.

Valeur des biens, sens des mots, validité du savoir, identité des personnes : sous ces dénominations diverses, c'est la vérité, la référence qui manque en l'absence d'« étalon-or ». La régulation des ordres pose alors des problèmes inédits. Le rabattement du vertical sur l'horizontal nous affranchit et nous prive en même temps des injonctions de l'au-delà et des contraintes spatio-temporelles, sans parler des ruses de l'inconscient. Nous abordons à peine cet entre-deux, ni ciel ni terre, tout humain, où l'on pourrait spéculer, parler, apprendre, s'aimer et se haïr sans entraves mais sans risques. Mais l'informatique nous ouvre de belles perspectives : nous disposons enfin de la technique qui traite les signifiants de manière parfaitement *insensée et inconsciente* mais nullement futile. Elle seule discipline le signifiant sans préjugés ni limite de capacité. La vulgate scientiste en tire du reste son paradigme anthropologique : le code. Plus concrètement, les avatars de l'homme social, du profil de consommation au casier judiciaire, sont prêts pour la numérisation et les moteurs de recherches dans l'intérêt des familles.

À la différence du péché originel, le bug est remédiable.

1. Avec le latin (*moneta, pecunia*), le français est une des rares langues qui possèdent deux mots pour dire ce que la plupart des autres confondent (*money, Geld, dinero, denaro...*). La monnaie est vraie ou fausse, l'argent bien ou mal gagné...

2. Pierre-Noël Giraud, *Le Commerce des promesses. Petit traité sur la finance moderne*, Seuil 2001.

3. Sujet proposé à la sagacité d'un médiologue : la cote, information ou savoir ?

4. Princeton University Press, 2004.

5. *Le Mystère du capital. Pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs ?* 2000. Flammarion, 2005.
6. L'inflation du prix des actifs.
7. Keynes lui-même avait conçu une telle monnaie, le « bancor ».
8. Yves Michaud. *L'art à l'état gazeux. Essai sur le triomphe de l'esthétique*. Stock, 2003.
9. Dans le roman de Kate Jennings, *Hasard des maux (Moral Hazard)*, Éditions des deux terres, 2004.
10. « *La finance peut maintenant s'emparer d'un problème qui a préoccupé les penseurs utopistes et socialistes pendant des siècles (...) les principes du management financier peuvent maintenant être étendus jusqu'à inclure la société comme un tout.* » (Robert Shiller).
11. La question de la cryptologie redouble le paradoxe monétaire d'un bien public (transparence) nécessaire à l'appropriation privée (secret) des richesses. Sur la cryptologie voir les communications de F.-B. Huyghe et son site web www.huyghe.fr.
12. Pour l'analyse systématique et approfondie de ces analogies, lire Jean-Joseph Goux, *Les monnayeurs du langage*, Galilée, 1984. *Frivolité de la valeur. Essai sur l'imaginaire du capitalisme*, Blusson, 2000.
13. La langue, ici, c'est le langage tel qu'on le *pratique* dans une communauté linguistique donnée ; la parole, la production d'énoncés singuliers, dans la langue, par des sujets parlants.
14. Dominique Quessada, *L'Esclavemaître. L'achèvement de la philosophie dans le discours publicitaire*, éd. Verticales / Le Seuil, 2002.
15. Consommation au sens d'assimilation, distincte de la consommation qui ne laisse pas de traces.

PAUL SORIANO est producteur à France Culture et journaliste à *Télérama*.